

## **Effet de pairs liés au ratio élèves/enseignant, primes aux enseignants, Kenya**

### **Researchers:**

Esther Duflo

Pascaline Dupas

Michael Kremer

**Sector(s):** Éducation, Économie Politique Gouvernance

**Location:** Western Province, Kenya

**Sample:** 210 écoles primaires

**Target group:** Children Parents Primary schools Students Teachers

**Outcome of interest:** Student learning

**Intervention type:** Community monitoring

**AEA RCT registration number:** AEARCTR-0001304

**Données:** Peer Effects, Pupil-Teacher Ratios, and Teacher Incentives in Kenya

**Research Papers:** School Governance, Teacher Incentives, and Pupil-Teacher Ratios: Experimental E...

**Partner organization(s):** Government of Kenya Ministry of Education, Science and Technology, ICS Africa, World Bank

### **Policy issue**

L'introduction de la gratuité de l'enseignement primaire s'est traduite dans beaucoup de pays en développement par un fort accroissement du nombre d'inscriptions dans les écoles. Pour différentes raisons – y compris de contraintes budgétaires – cette augmentation du nombre d'inscriptions n'a pas souvent entraîné une augmentation du nombre d'enseignants. La surcharge des salles de classe qui en résulte, ainsi que l'afflux de nouveaux élèves avec peu, voire pas de préparation, sont autant de défis que les décideurs politiques doivent relever.

Pour faire baisser le nombre d'élèves par classe, l'une des solutions est de recruter des enseignants vacataires au niveau local en plus des enseignants fonctionnaires. Le fait de donner à la communauté locale la responsabilité de surveiller les performances des enseignants peut également entraîner une amélioration de l'enseignement et des résultats des élèves. Malheureusement, il n'existe aujourd'hui que très peu de données empiriques qui permettraient de mieux définir les politiques à mettre en place.

### **Context of the evaluation**

Au cours des dix dernières années, le Kenya a fait de rapides progrès pour atteindre l'objectif d'offrir un accès universel à l'enseignement primaire. En raison notamment de l'introduction en 2003 de la gratuité de l'enseignement, le nombre d'inscriptions dans les écoles primaires a progressé de près de 30 % entre 2002 et 2005. Cette explosion du nombre d'inscriptions n'a pas été suivie par une augmentation du nombre d'enseignants. Deux ans après l'introduction de la gratuité, on comptait en moyenne 83 élèves dans les classes de CP des écoles de l'échantillon. Par ailleurs, les classes étaient très hétérogènes, avec de très grandes différences d'âge et de niveau scolaire.



Photo: Juliya Shangarey | Shutterstock.com

### **Details of the intervention**

Avec l'ONG ICS, les chercheurs ont fourni à 140 écoles les moyens financiers leur permettant de recruter localement un enseignant vacataire afin de décharger les classes. L'enseignant local était rémunéré environ 25 % du salaire d'un enseignant fonctionnaire, mais son niveau de formation et ses diplômes étaient identiques. Dans chaque école, l'ONG ICS a organisé une réunion avec les parents et les enseignants, pour expliquer ce programme. Les Conseils d'École recrutèrent les enseignants vacataires et étaient libres de le conserver ou de le remplacer, en fonction des résultats obtenus. Durant la première année du programme, les enseignants vacataires étaient affectés aux classes de CP, permettant ainsi de créer une deuxième classe de CP, réduisant ainsi les effectifs de 33 à 50 %. La deuxième année, l'enseignant supplémentaire suivait son groupe d'élèves et enseignait au niveau CE1. Un autre groupe de 70 écoles, n'ayant pas reçu de financement pour le recrutement d'un enseignant supplémentaire, a servi de groupe témoin.

Dans la moitié des écoles financées, appelées "écoles non suivies", les élèves de CP ont été affectés de manière aléatoire, soit à la classe de l'enseignant vacataire, soit à la classe de l'enseignant titulaire. Ainsi avait-on un niveau hétérogène dans les deux classes. Dans l'autre moitié des écoles, constituant le groupe "écoles suivies", on a réparti les élèves en fonction de leur niveau, puis l'enseignant vacataire s'est vu attribuer de manière aléatoire, une classe ayant soit un bon niveau, soit un niveau plus faible. Enfin, dans une moitié des écoles financées (soit la moitié des "écoles suivies" et la moitié des "écoles non suivies"), le Conseil d'École a reçu une formation sur comment gérer l'enseignant vacataire.

### **Results and policy lessons**

Le fait de fournir des fonds aux Conseils d'École pour qu'ils puissent recruter un enseignant vacataire a eu un impact généralement positif sur l'apprentissage, comme le prouvent les résultats aux examens. Les enseignants vacataires étaient plus assidus que leurs homologues fonctionnaires et leurs élèves ont obtenu de meilleures notes aux examens. Cependant, l'impact du programme dépendait fortement de la manière dont il était mis en œuvre. Le programme a été plus efficace lorsque les Conseils d'Écoles ont été formés à la gestion des enseignants vacataires. Par ailleurs, le fait de répartir les élèves par niveau s'est traduit par une amélioration substantielle des notes aux examens, pour tous les élèves.

Le recrutement d'enseignants vacataires peut en partie résoudre le problème du manque d'enseignants au Kenya. Afin de s'assurer que ces enseignants font de leur mieux, il est important d'être précis dans la mise en œuvre du programme. Les gains les plus importants sont obtenus lorsque les Conseils d'Écoles ont la responsabilité de gérer ces enseignants, et lorsque les classes supplémentaires sont structurées en groupes de niveau. Dans l'ensemble, il s'agit là d'un moyen très efficace pour réduire l'absentéisme et développer l'enseignement dans les pays en développement.

<sup>1</sup>, <https://www.unicef.org/kenya>

Duflo, Esther, Pascaline Dupas and Michael Kremer. 2015. "School Governance, Teacher Incentives, and Pupil-Teacher Experimental Evidence from Kenyan Primary Schools." *Journal of Public Economics* 123:92-110. Duflo, Esther, Pascaline Dupas, and Michael Kremer. 2011. "Peer Effects, Teacher Incentives, and the Impact of Tracking: Evidence from a Randomized Evaluation in Kenya." *American Economic Review* 101(5): 1739-74.